

Brochure n° 3240

Convention collective nationale
IDCC : 1487. – **HORLOGERIE-BIJOUTERIE**
(Commerce de détail)

AVENANT N° 24 DU 12 NOVEMBRE 2012
À L'AVENANT N° 21 DU 26 NOVEMBRE 2010
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : ASET1251507M
IDCC : 1487

PRÉAMBULE

Cet avenant annule et remplace l'article 2.2 *b* « DIF prioritaire » de l'avenant n° 21 du 26 novembre 2010.

Article 1^{er}

L'article 2.2 *b* « DIF prioritaire » est modifié comme suit :

« Les parties signataires conviennent que les actions prioritaires éligibles au titre du DIF sont celles réalisées par les salariés en CDI dans le cadre de leurs fonctions et s'effectuent pendant le temps de travail, sauf à la demande du salarié.

Il s'agit :

- des actions de promotion ;
- des actions d'acquisition, d'entretien ou de perfectionnement des connaissances professionnelles liées à son activité ;
- des actions de qualification visant soit un diplôme, un titre professionnel ou toute autre qualification enregistrée dans le répertoire national des certifications professionnelles, soit une qualification reconnue dans les classifications de la convention collective de branche ou ouvrant droit à un certificat de qualification professionnelle.

Les formations de bureautique, les formations obligatoires sur l'hygiène ou la sécurité et les formations informatiques, n'ont pas vocation à être prises en charge sur le DIF prioritaire. Les actions sans lien avec la profession (entreprises de moins de 10 et plus de 10 salariés) ne sont pas prises en charge au titre du DIF prioritaire.

Les parties signataires décident d'instituer des plafonds horaires de prise en charge pour les actions de formation retenues au titre du DIF prioritaire :

Pour les actions prioritaires DIF suivantes :

- connaissance produits ;
- vente ;
- merchandising.

Le plafond horaire de prise en charge est fixé à 45 € ;
– management.
Le plafond horaire de prise en charge est fixé à 70 € avec un maximum de 42 heures ;
– langues.
Le plafond horaire de prise en charge est fixé à 40 € avec un maximum de 69 heures.
Pour les autres actions prioritaires DIF :
Le plafond horaire de prise en charge est fixé à 30 €.
Ces actions prioritaires pourront être actualisées tous les ans par la CPNEFP de la branche. »

Article 2

Date d'application

Le présent avenant entrera en vigueur à l'expiration du délai d'opposition.

Article 3

Publicité et extension

L'avenant sera notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives.
A l'issue du délai de 15 jours, l'avenant sera déposé à la DGT et son extension sera demandée. Un exemplaire sera également déposé en conseil des prud'hommes.

Fait à Paris, le 12 novembre 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Syndicat Saint-Eloi ;
FNCH.

Syndicats de salariés :

FNECS CFE-CGC ;
CSFV CFTC.